

## Flash News

### La fondation patrimoniale : un nouvel outil au service de la structuration du patrimoine privé

5 août 2013

La sécurisation d'un patrimoine privé ou professionnel, la dissociation entre propriété économique et pouvoir de décision, la protection de la sphère privée ou encore la réalisation d'un objectif déterminé sont autant de raisons qui poussent une clientèle privée fortunée à recourir à une fondation patrimoniale. Le projet de loi n°6595 en date du 22 juillet 2013 introduit la fondation patrimoniale en droit luxembourgeois qui vient compléter un arsenal législatif déjà bien fourni en se positionnant comme un véritable instrument de planification patrimoniale.

Cet outil représente une réelle alternative (voire une meilleure solution dans certains cas) aux fondations existant dans d'autres pays comme la Belgique ou les Pays-Bas (STAK).

Plus surprenant mais non moins attendu, le projet de loi introduit le principe du « step up » en ce qui concerne la prise de résidence fiscale d'un contribuable personne physique non résident. Intéressons-nous ici aux principales dispositions juridiques et fiscales présentées au travers de ce projet de loi.

#### 1. Le régime légal de la fondation patrimoniale : un régime juridique souple

Contrairement à la fondation d'utilité publique, la fondation patrimoniale requiert un minimum de formalisme. En effet, la **constitution** de cette structure orpheline disposant de la personnalité juridique n'est pas soumise à un agrément ministériel. La fondation :

- Devra disposer d'un siège social à Luxembourg,
- Devra avoir une dotation minimale de 50.000 euros,
- Sera réservée aux personnes physiques ou entité patrimoniale administrant le patrimoine de personnes physiques,
- Sera obligatoirement constituée par acte notarié.

Par ailleurs, afin de garantir la **confidentialité** de ce type de véhicule, il est prévu que la fondation fasse l'objet d'une publication par extrait au Mémorial C et au Registre de Commerce et des Sociétés sans mentionner l'identité du fondateur et des bénéficiaires mais tout en respectant les prescriptions du GAFI.

En matière de **gestion et gouvernance**, la fondation patrimoniale offre une certaine flexibilité :

- Elle peut posséder tout bien meuble ou immeuble, corporel ou incorporel, être souscripteur ou bénéficiaire de contrats d'assurance, fondateur ou bénéficiaire de fondations patrimoniales privées ou publiques ou de trusts, voire détenir des participations dans une société (en l'absence d'immixtion dans la gestion de ladite société),
- La fondation a la possibilité d'émettre des certificats représentatifs en relation avec des actifs détenus à des bénéficiaires (personnes physiques ou entité patrimoniale administrant le patrimoine de personnes physiques),
- La gouvernance sera assurée par un ou plusieurs administrateurs et un conseil de surveillance pourra ou devra (s'il existe plus de cinq bénéficiaires ou pour un patrimoine de plus de 20.000.000 euros) être désigné. Il est à noter que les fonctions de fondateur, d'administrateur et de bénéficiaire peuvent se cumuler,
- Sauf stipulation contraire, les délibérations des organes de gestion et de contrôle se feront à la majorité simple sans exigence de quorum.

Il faut noter que le législateur a néanmoins voulu que cet instrument ne soit pas utilisé de manière abusive et a prévu **certaines garde-fous** comme :

- Un réviseur d'entreprise agréé qui pourra ou devra (s'il existe plus de cinq bénéficiaires ou pour un patrimoine de plus de 20.000.000 euros) être désigné,
- Une comptabilité qui doit être obligatoirement tenue (sans pour autant que les comptes annuels n'aient à être publiés au Registre du Commerce et des Sociétés).

---

## 2. Le régime fiscal de la fondation patrimoniale<sup>1</sup>

En matière **d'impôts directs** :

- La fondation est pleinement imposable à l'impôt sur le revenu. Ne constituent toutefois pas des revenus imposables les revenus de capitaux mobiliers (notamment les intérêts de créances et les dividendes) ainsi que les plus-values issues de la cession des biens générant ces revenus (notamment les participations),

---

<sup>1</sup> Dans le cadre de ce projet de loi, le traitement fiscal applicable à des non-résidents du Luxembourg, qu'ils soient fondateur, ayant droit ou bénéficiaire, sera fonction de leur pays de résidence.

- Les allocations de toute nature, les versements ou avantages en nature conférés par la fondation sont imposés à l'impôt sur le revenu à hauteur de 50% de leur montant.

Par ailleurs, afin de ne pas faire de discrimination avec les personnes physiques, le véhicule n'est pas soumis à l'impôt sur la fortune. Les paiements faits à des bénéficiaires non-résidents ne sont de même pas sujets à retenue à la source.

Au niveau **des impôts indirects**, il a été précisé que :

- La dotation à la constitution de la fondation ou ultérieurement est soumise au paiement d'un droit fixe d'enregistrement (pas de taxe à l'entrée comme en Belgique),
- Le transfert par la fondation du vivant du fondateur est soumis aux droits de donation calculés en fonction du lien de parenté entre le fondateur et le bénéficiaire,
- La dissolution ou liquidation de la fondation du vivant du fondateur est également soumise aux droits de donation en cas de transfert à un tiers autre que le fondateur et sont calculés en fonction du lien de parenté entre le fondateur et le tiers,
- Au jour du décès du fondateur résident ou non du Grand-Duché <sup>2</sup>, des droits de succession seront dus par les bénéficiaires au taux de 0%, 12% ou 40% en fonction du lien de parenté entre le fondateur et le bénéficiaire.

---

### 3. L'introduction tant attendue du principe du step up

Sans lien nécessaire avec la fondation patrimoniale, toute personne physique non-résidente qui établit son domicile fiscal au Luxembourg pourra réévaluer le prix d'acquisition des titres au jour du transfert de sa résidence fiscale. Les titres bénéficiant de ce régime de faveur sont les participations importantes au sens de l'article 100 LIR, ainsi que les emprunts convertibles lorsque le contribuable détient une participation importante au sens de l'article 100 LIR dans l'organisme ayant émis l'emprunt.

---

### 4. Conclusion

Les principales dispositions présentées au travers de ce projet de loi fixent des bases solides quant à l'introduction d'un régime de fondation privée en droit luxembourgeois. Gageons que l'adoption définitive de ce projet permettra au Luxembourg de se positionner comme une référence en matière de gestion et d'administration des patrimoines familiaux vis-à-vis des autres pays européens qui connaissent déjà ce véhicule.

L'introduction du principe du step up fait disparaître un frein à la prise de résidence fiscale à Luxembourg en évitant une double imposition par rapport au pays de résidence initiale.

---

<sup>2</sup> Si le fondateur est non résident du Grand-Duché, seuls les biens immeubles sis au Luxembourg sont concernés par les droits de succession.

***Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter:***

Serge Saussoy	Associé	+352 49 48 48 5705	serge.saussoy@lu.pwc.com
Olivier Wibratte	Directeur	+352 49 48 48 3330	olivier.wibratte@lu.pwc.com
Marie Melikov	Manager	+352 49 48 48 5709	marie.melikov@lu.pwc.com

PwC Luxembourg ([www.pwc.lu](http://www.pwc.lu)) is the largest professional services firm in Luxembourg with more than 2,300 people employed from 57 different countries. It provides audit, tax and advisory services including management consulting, transaction, financing and regulatory advice to a wide variety of clients from local and middle market entrepreneurs to large multinational companies operating from Luxembourg and the Greater Region. It helps its clients create the value they are looking for by giving comfort to the capital markets and providing advice through an industry focused approach.

The global PwC network is the largest provider of professional services in audit, tax and advisory. We're a network of independent firms in 158 countries and employ more than 180,000 people. Tell us what matters to you and find out more by visiting us at [www.pwc.com](http://www.pwc.com) and [www.pwc.lu](http://www.pwc.lu).

©2013 PricewaterhouseCooper, Société Coopérative. All rights reserved.